

*En circulation*  
*18.9.47*

LEGATION DE SUISSE

EN

ARGENTINE

P.VII.2.- IV.sp.

BUENOS AIRES,  
URUGUAY 740

le 9 septembre 1947.

P

*relever*  
*29.9.47. d'avis*  
*VR - AA*  
*29.9.*  
*en 20. m. N.*  
*ce rapport*  
*sur le*  
*contenu*

*note p. 21. 31. Buenos-Aires*

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai l'honneur de vous donner, ci-après, quelques informations sur la situation politique de l'Argentine:

a) Politique intérieure.

Les mesures que le Gouvernement argentin a prises récemment en matière économique ont suscité des critiques violentes de la part de l'opposition. L'Argentine qui durant la guerre était probablement le pays dans lequel on ressentait le moins ses effets, se voit aujourd'hui en face de difficultés que la plupart des autres états ont connues pendant la guerre et qui ailleurs tendent à disparaître actuellement. L'interdiction d'importer toute une série de produits a provoqué un mécontentement général. D'autre part, on sait que le Gouvernement a organisé l'exportation des produits argentins de façon à lui laisser des bénéfices considérables. En effet, les producteurs sont forcés de vendre leurs céréales, cuirs, etc. au Gouvernement à des prix ne représentant que le quart des prix d'exportation. Les agriculteurs menacent de ne plus ensemercer les surfaces disponibles si cette politique, qui est ressentie comme exploitation, n'est pas modifiée. Les recettes considérables dont dispose le Gouvernement sont englouties par les dépenses qu'entraîne l'exécution du Plan Quinquennal. Or, ce plan qualifié de "babylonien" serait voué selon la critique à un échec certain.

L'opposition grandissante contre le Gouvernement a amené le Président Perón à prononcer - il y a une quinzaine de jours - quatre discours qui furent vivement commentés ici. Le Président s'est efforcé de démontrer par des chiffres que jamais la situation économique et financière de l'Argentine n'a été meilleure qu'actuellement. Il a attaqué l'opposition, c'est-à-dire l'ancienne oligarchie, les socialistes et le parti communiste dont la critique stérile tente à saboter l'action du Gouvernement. Le Président a laissé entendre qu'il ne reculerait pas devant des mesures sévères pour faire cesser la calomnie et la diffamation dont son Gouvernement est l'objet.

A la suite de ces discours l'opposition a cherché à démontrer que les chiffres avancés par le Président étaient soit exagérés ou faux, et a redoublé ses attaques contre le Gouvernement. Après quoi l'ordre fut donné de fermer les deux journaux

Au Département Politique fédéral,

B e r n e .

.../2

Dodis

3 - Okt. 1947





les plus violents, c'est-à-dire "Provincias Unidas" et "Vanguardia". Mais il faut relever que le Président paraît avoir été informé par le Ministre des Finances que les chiffres mentionnés dans ses discours - et qui lui avaient été fournis par le dictateur économique Miranda (Président du Conseil Economique National) - étaient effectivement tendancieux. On prétend qu'à la suite de ces révélations le Président aurait l'intention d'écarter Miranda à la prochaine occasion. Les signes d'un malaise au sein du Cabinet sont évidents. Le Ministre de l'Agriculture ne voulant pas se solidariser avec la politique agraire du Gouvernement a démissionné. De même le chef de la "Secretaría de Industria y Comercio", M. Lagomarsino. On admet que le Président Perón, soucieux de remanier son Cabinet, aurait l'intention de s'assurer la collaboration de certaines personnalités de l'opposition, notamment des radicaux. Mais ceux-ci y mettraient des conditions. La situation se complique par le droit de veto dont l'armée dispose de facto. On prétend qu'un représentant de l'Etat-Major assiste aux réunions du Cabinet et que les décisions importantes ne peuvent être prises qu'avec l'assentiment de l'armée. Le régime actuel ressemble donc fort à une dictature militaire.

#### b) Politique extérieure:

On se souvient que le Président Perón a fait - au début de juillet - la célèbre déclaration de l'indépendance économique (lors de la visite du Président du Chili dans la ville de Tucuman). Cette déclaration coïncidait pour ainsi dire avec le message lancé par lui au monde entier et dont l'essence était un appel à la paix et à la collaboration avec offre de venir en aide aux peuples particulièrement touchés par la guerre. L'Argentine montrait qu'elle n'entendait plus être exploitée par d'autres puissances. Or, quelques semaines s'étaient écoulées à peine depuis les différentes déclarations du Président que la pénurie de dollars obligeait l'Argentine à restreindre ses importations, surtout celles des Etats-Unis. Aux critiques formulées devant le Congrès, le Ministre Miranda devait déclarer que l'Argentine a effectué des achats aux Etats-Unis, surtout de machines et installations industrielles en vue de la réalisation du Plan Quinquennal et que les devises-dollars accumulées pendant la guerre avaient de ce fait rapidement été consommées. L'Argentine étant incapable de vendre quantité de ses produits aux Etats-Unis (qui n'en ont pas besoin) devra probable-



solliciter l'aide économique de l'Amérique du Nord. Huit semaines après la déclaration de l'indépendance économique, le pays se voit en face d'une situation politique dont on peut dire qu'elle est fonction de sa situation économique.

Il est certain que cette situation a amené le Gouvernement à donner des instructions déterminées aux délégués désignés de représenter l'Argentine à la Conférence panaméricaine de Rio de Janeiro. L'Argentine désirait se concilier l'aide des Etats-Unis tout en évitant que le pacte de non agression continentale qu'on allait élaborer la contraigne à des concessions politiques gênantes. La prise de contact entre le Ministre des Affaires étrangères argentin, chef de la délégation argentine, et Marshall a certainement contribué à rapprocher les deux pays et à dissiper des malentendus. Par la voix de son ministre des Affaires étrangères Bramuglia, l'Argentine s'est posée en champion de la paix, de la solidarité continentale et d'une collaboration économique plus étroite. Plusieurs pays sudaméricains, entre autre l'Argentine, désiraient convoquer immédiatement une conférence économique panaméricaine (les problèmes économiques étant plus importants pour eux que les problèmes politiques). Cependant les Etats-Unis les en ont dissuadé et on a décidé de renvoyer la discussion de tout problème économique à une conférence spéciale en 1948. En agissant ainsi, les Etats-Unis ont forcé la main non seulement à l'Argentine mais également aux autres pays sudaméricains en mal de dollars et d'équipement industriel.

L'élaboration du pacte de défense continentale - objet principal de la Conférence de Rio de Janeiro - put être rédigée dans des conditions essentiellement favorables aux Américains du Nord. Pour la définition de l'agresseur il y eut une divergence entre ces derniers et les délégués argentins. L'Argentine voulait limiter le pacte aux agressions extracontinentales alors que les Etats-Unis s'y opposèrent immédiatement en déclarant que le pacte serait - sur cette base - converti en alliance armée contre le reste du monde. Le pacte conçu de telle façon aurait été interprété comme une alliance anti-communiste. L'Argentine a rapidement abandonné son postulat mais elle a insisté pour que les méthodes de défense prévues diffèrent selon le genre d'agression. L'attitude conciliante de l'Argentine dans cette question a permis d'éliminer l'obstacle principal durant la Conférence. On sait que selon les articles du pacte qui fut signé



- 4 -

à l'issue de la Conférence, les pays signataires considèrent que l'attaque armée de n'importe quel Etat contre un ou plusieurs pays américains sera considérée comme attaque contre tous les pays américains et que les Etats signataires se porteront au secours du ou des pays attaqués. S'il y a conflit entre deux ou plusieurs états américains par contre, les Etats signataires leur recommanderont de suspendre les hostilités et de rétablir le status quo ante bellum.

Dans l'ensemble, il faut reconnaître que les Argentins ont été obligés de reculer sur toute la ligne devant les Etats-Unis. Ils auront obtenu probablement des concessions au point de vue économique, notamment pour la fourniture de machines etc. dont le pays a un besoin urgent, et peut-être l'assurance qu'on leur aidera à faire face à la pénurie de dollars. On admet d'autre part que les Etats-Unis ont demandé à l'Argentine de collaborer à l'exécution du Plan Marshall pour l'Europe en y contribuant par des livraisons de céréales.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.:

*Jumon Li*